

Nouvelle donne symbolique à l'Est de la Méditerranée

Thierry Hentsch

Volume 24, numéro 4, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703243ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703243ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hentsch, T. (1993). Nouvelle donne symbolique à l'Est de la Méditerranée. *Études internationales*, 24(4), 845–854. <https://doi.org/10.7202/703243ar>

ESSAI ET DOCUMENT

Nouvelle donne symbolique à l'Est de la Méditerranée

Thierry HENTSCH*

La poignée de main du 13 septembre entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin est un geste de salut. Un geste qui sauve. Rien n'est encore acquis de ce seul geste, mais il était nécessaire pour que quelque chose puisse commencer à être sauvé. Tous, tant chez ses adversaires que chez ses partisans, ont compris que cette prise de main n'avait rien de protocolaire. Protocolaire, elle ne pouvait l'être, puisque, de part et d'autre, il s'agissait de saluer celui que jusqu'ici, on se refusait à reconnaître. Fin de l'exclusion. Reconnaissance. L'impossible a eu lieu.

Aussitôt, pourtant, le doute s'installe. Cette reconnaissance vient trop tard ou dans des conditions malsaines. Elle n'est pas franche. Le cynisme ou le désespoir ont beau jeu de faire leur lit dans l'irréductibilité de ce conflit interminable : l'apparence du geste cache les intentions les plus contraires, les desseins irréconciliables de toujours, la mauvaise foi, la méfiance. Poignée de dupes, reconnaissance de faussaires qui prélude simplement à de nouvelles empoignades, sur d'autres terrains. Le rapport de force n'a fait que se déplacer – comme si ce déplacement était insignifiant, comme s'il ne pouvait rien donner de bon.

La profondeur du scepticisme n'est pas surprenante : elle est à la mesure du geste accompli. Elle est aussi à la mesure de sa fragilité. Sa portée est proprement incommensurable. Vers quoi au juste le conflit se déplace-t-il ? Bien malin qui pourrait le dire. Les Cassandre ont peut-être raison, mais leur raison est mauvaise : elle participe du travail de sape auquel tous les opposants à la cohabitation ne manqueront pas de prêter main forte. Essayer de comprendre la portée du geste accompli, comme je voudrais le faire ici, c'est travailler au contraire, si peu que ce soit, à ce que cette reconnaissance devienne vraie, qu'elle passe de la virtualité à sa mise en œuvre. Bien sûr, cette mise en œuvre ne se fera pas dans l'angélisme. Elle exige la prise en compte

* Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.
Revue Études internationales, volume xxiv, n° 4, décembre 1993

des obstacles qui se dressent sur son parcours. La portée symbolique de la reconnaissance ne pourra se déployer pleinement que dans une conscience aussi claire que possible de tout ce qui la menace.

I – Les obstacles

Les forces opposées à la mise en œuvre d'une reconnaissance viable entre Israéliens et Palestiniens sont nombreuses. On les trouvera à tous les niveaux, local, régional, international ; elles agiront sur tous les fronts, économique, politique, militaire, intellectuel ; elles le feront par conviction, par intérêt, par obstination. Il serait assez simple et plutôt fastidieux d'en faire l'énumération, au risque d'en oublier une ou deux. Au risque, surtout à force de vouloir tout prendre en compte, d'oublier l'essentiel. L'essentiel, c'est-à-dire le noeud central, auquel tous les fils du conflit se rattachent de près ou de loin. Si cette résistance nodale se dissout, il y a fort à parier que les autres entraves ne pourront durablement enrayer le processus en cours.

Le noeud du conflit israélo-palestinien est manifestement géopolitique : il porte sur une revendication territoriale que chacun considère, considérerait jusqu'ici comme indispensable à la survie de son identité collective. Bien que cette volonté identitaire s'exprimât différemment de part et d'autre, chacun s'estimait radicalement refoulé par la revendication de l'autre tout en jugeant la sienne compatible avec l'existence – évidemment remodelée – de l'adversaire. Les Israéliens devaient retourner là d'où ils venaient, les Palestiniens n'avaient qu'à se fondre dans le reste du monde arabe. Il n'y avait pas de milieu. Dans la mesure où la reconnaissance mutuelle accréditée, du moins partiellement, la légitimité de ces deux expressions identitaires concurrentes, elle ouvre un espace de compromis à la fois inespéré et extrêmement difficile à penser, voire inconcevable.

L'irréductibilité des deux causes paraît trop profondément enracinée pour que la cohabitation soit possible. Les adversaires se nient trop violemment depuis trop longtemps pour que l'idée d'un compromis puisse faire son chemin. Le langage de la guerre, de la haine, du mépris, du refus imprègne à ce point la conscience collective de part et d'autre, qu'il faudrait plusieurs générations de paix pour s'en défaire. Un terrain aussi profondément miné ne se nettoie pas facilement. Pire encore, la structure du conflit s'est si solidement établie, elle a si bien contribué à modeler le paysage politique de la région qu'elle donnait aux événements et aux stratégies une sorte de prévisibilité presque rassurante. Au dedans comme au dehors chacun savait pouvoir compter sur la pérennité de la fracture. Sa réduction serait aussi déroutante que la disparition d'un grand fleuve. Du côté arabe, la question palestinienne représente pour maint gouvernement un irremplaçable joker de réserve dans un jeu toujours incertain. Pour le gouvernement israélien, l'hostilité environnante constitue depuis les débuts de l'État une garantie appréciable de cohésion nationale dans une société où les contradictions internes demeurent virtuellement explosives.

Bref, pour les uns et pour les autres l'éventuelle «normalisation» des rapports israélo-palestiniens est grosse d'imprévu ; elle menace de dessiner une carte politique, économique, culturelle à laquelle il ne sera pas facile de s'adapter. Qui, parmi les dirigeants arabes, veut d'un État palestinien dont le système pluraliste pourrait se révéler contagieux ? À quels nouveaux dangers les exposerait, si improbable qu'elle paraisse aujourd'hui, l'éventualité d'une convergence d'intérêts que rien ne permet d'exclure à jamais entre Israéliens et Palestiniens ? Et cette «convergence» ne risque-t-elle pas d'installer ces derniers dans une dépendance durable envers leurs anciens occupants ? N'est-ce pas, en effet, grâce à un redéploiement économique régional impensable jusqu'ici qu'Israël entend contrebalancer les concessions territoriales qu'il pourrait être amené à faire au titre de la paix ? Quant à ces concessions, seront-elles possibles sans provoquer d'irréremédiables dissensions intestines, sans transformer la nature même de l'État israélien, sans éroder l'idéologie sioniste qui dès les origines a sous-tendu son développement et animé sa stratégie ? Enfin, à supposer que les Palestiniens des territoires occupés évitent les pièges de la guerre civile, de la misère et de la dépendance, leurs compatriotes de l'extérieur (Jordanie mise à part) se résigneront-ils à être exclus de leur patrie et pourront-ils enfin s'intégrer durablement dans leur pays d'accueil ?

Toutes ces questions, la nature inévitablement boiteuse du compromis le plus optimiste, la difficulté pour les uns de renoncer à leur rêve, pour les autres d'accepter le fait accompli qu'ils ont consacré leur vie à combattre, tout cela, une fois encore, indique et la profondeur et la fragilité de ce qui est tenté. L'écueil le plus redoutable, en tout état de cause, se situe au plan de l'imaginaire. D'un point de vue strictement «pragmatique», en effet, il n'y a aucun des problèmes en suspens qui ne puisse à la longue trouver une solution acceptable : ni la création d'un État palestinien ni la réinsertion des réfugiés (au-dedans ou au-dehors) ni le sort des colonies ni même le statut de Jérusalem. Mais toute solution, quelle qu'elle soit, ne sera acceptable qu'en raison du nouvel ordre symbolique dans lequel elle se situera. Tout est possible entre Israéliens et Palestiniens dès lors que la reconnaissance et l'acceptation mutuelles procèdent de part et d'autre d'une conviction et d'un désir à peu près équivalents.

Parce que les blessures sont profondes, le désir de guérir risque d'être immense. Immense mais déséquilibré, à l'image du rapport de force et des coups subis. Il est à craindre que ce désir n'ait pas la même puissance de part et d'autre. Si l'écart est trop vaste, la déception sera terrible, et la «paix» aura fait plus de mal encore que la guerre ; un mal qui, tout enfoui qu'il puisse être momentanément, risque cette fois de devenir irréparable. On peut pardonner à l'adversaire sa victoire et se résoudre à lui tendre la main. Mais s'il la prend pour faire trébucher celui qui la donne, plus rien ne pourra guérir ni la honte ni la haine.

Ce qui a été engagé le 13 septembre dernier n'est décidément pas une mince affaire. On a voulu situer cet engagement dans la continuité des accords de Camp David. Erreur de perspective : ces accords, à toutes fins pratiques,

évacuaient la question centrale en ignorant le peuple palestinien et ses représentants ; ils permettaient avant tout à Israël d'affaiblir le monde arabe et à l'Égypte de tirer son épingle d'un jeu où, dix ans auparavant, elle s'était gravement fourvoyée. L'accord du 13 septembre 1993, au contraire, touche au cœur du conflit. Le compromis qui a été amorcé, s'il contient quelque vérité, n'est pas territorial – pas encore – mais symbolique. En raison même de ce caractère hautement symbolique, il est tout à fait crucial qu'il n'y ait pas méprise sur la portée des signes qui ont été échangés. Y aurait-il, de part ou d'autre, erreur ou, pire, fraude à cet égard, nous serions alors devant une catastrophe plus profonde que toutes celles qui ont précédé.

Or la méprise n'est pas exclue. Le risque de malentendu, la difficulté de penser la paix entre Israéliens et Palestiniens viennent pour une grande part de ce que les racines du conflit sont oubliées ou mal comprises, de ce que son irréductibilité foncière ne se situe pas là où elle se manifeste le plus ouvertement depuis bientôt quatre-vingts ans. La compréhension de cette situation exige un retour aux sources dont il serait dangereux de croire qu'on puisse faire l'économie.

II – Portée symbolique d'une reconnaissance

Commençons par rappeler un truisme qui n'est pas toujours aisément admis : le devenir du peuple palestinien, l'existence même d'une conscience collective palestinienne ainsi que le mouvement national auquel elle a donné naissance sont presque entièrement tributaires du sionisme, de son évolution, des spoliations successives auxquelles a conduit la réalisation de son programme de colonisation. Pas de Palestine sans Israël, voilà, à première vue, le dur paradoxe. La brutalité de la formule, contre laquelle d'aucuns ne manqueraient pas d'invoquer toutes sortes de Palestines antérieures, est à peine exagérée.

Mais surtout cette première évidence laisse dans l'ombre une seconde vérité et, avec elle, le véritable maître d'œuvre. Sans déclaration Balfour, sans mandat britannique, sans charcutage impérial, la région de Palestine n'aurait pas été soumise à un sort particulier. Elle aurait vraisemblablement fait partie du grand État que le mouvement national arabe s'était fait promettre par Londres pour prix de sa participation aux côtés des Alliés dans la lutte contre les Turcs. La Palestine telle qu'elle se dessine après la Première Guerre mondiale, pour abriter le « foyer national » juif, est le résultat d'une forfaiture. Que les sionistes en aient profité, qu'ils l'aient même encouragée, n'empêche pas que cette trahison n'est pas leur fait : on ne peut violer une parole qu'on n'a pas donnée, et cette parole en laquelle les Arabes avaient eu le tort de croire était britannique. Bien moins encore pourrait-on imputer au sionisme les camps de concentration nazis, sans lesquels il est pourtant permis de se demander si Israël, tel que nous le connaissons depuis 1948, aurait pu voir le jour.

Ainsi, dans le traitement spécial auquel sera soumis la Terre Sainte tout indique, derrière le mouvement sioniste, la lourde présence des puissances occidentales. Le poids de cette présence ne résulte pas simplement de ce que ces puissances aident ou favorisent la colonisation sioniste, il vient aussi et surtout de ce que le mouvement national juif, sous sa forme sioniste, est le produit d'une conjoncture européenne. Nul doute qu'il ait fallu le sionisme et sa force propre pour qu'Israël existe – l'efficacité du mouvement n'est évidemment pas en cause. Il n'en reste pas moins que le sens de son émergence doit être cherché en Europe, c'est-à-dire dans le monde qui l'a suscitée plutôt que dans celui qui n'a fait qu'en subir les conséquences. Le sionisme en tant que mouvement politique significatif, tel qu'il est apparu à la toute fin du XIX^e siècle, demeure incompréhensible s'il n'est pas situé dans la question qui l'a fait naître, la question juive.

La question juive est à la fois européenne et moderne. Non que les tribulations du peuple juif se limitent exclusivement à l'Europe occidentale, tant s'en faut, ni non plus qu'elles commencent avec la modernité. Avec cette dernière, pourtant, cette question prend un tour nouveau et paradoxalement plus scandaleux. Tout portait à croire que l'émancipation et la citoyenneté universelle promises par les Lumières et la Révolution française viendraient rapidement à bout, sinon du particularisme juif, du moins de la discrimination antisémite, qu'on croyait attachée aux multiples injustices de l'Ancien Régime. L'évolution des nationalismes européens, comme chacun sait, a cruellement déjoué cette espérance. Ce qu'on sait moins, ce qu'on n'est guère pressé de savoir, c'est la manière dont cet échec s'articule à l'idéologie même de la modernité politique, d'abord telle que cette modernité émerge comme projet dans l'Europe des Lumières, ensuite telle qu'elle se modifie et se concrétise au XIX^e siècle dans la foulée de la modernisation.

Entre ces deux moments, un glissement tragique : l'universalisme qui marque le concept de citoyenneté et qui institue la nation comme principe de non exclusion conduit, sous l'effet des guerres de la Révolution et de l'Empire, à l'éclosion des nationalismes, c'est-à-dire à l'apparition d'exclusivismes nouveaux fondés sur la race, le sang, la terre, plutôt que sur la volonté commune et l'histoire. L'exclusion se fait d'autant plus radicale qu'elle se réclame désormais d'une raison universaliste qui, théoriquement, décide au nom d'une humanité générale abstraite, mais qui, pratiquement, impose sa raison particulière à partir de sa position historique et géographique concrète. Dans ce contexte nationaliste, ce qu'on appelle pudiquement l'émancipation des Juifs demeure une avancée bien fragile, susceptible de chavirer à la première bourrasque de chauvinisme. L'affaire Dreyfus, à cet égard, se révèle tristement symptomatique : elle montre qu'au pays de l'émancipation, le Juif le mieux « assimilé » reste de par sa différence originelle à la merci de la vindicte la moins rationnelle qui soit. Le sionisme politique laïc de Herzl, père fondateur du mouvement, est la conséquence directe de cette dégradation.

On ne s'étonnera donc pas que le mouvement sioniste tente de retourner à son avantage l'universalisme réducteur dont sont victimes les Juifs européens et qu'il veuille fonder un État à majorité juive où le suffrage universel lui permette d'imposer sa loi. Une interprétation au premier degré du récit qui relie les anciens Hébreux, et à travers eux le judaïsme, au pays de Canaan a fixé le lieu. L'impérialisme occidental y a permis l'implantation. Dès lors, le projet ne pouvait aboutir sans entraîner l'éviction des habitants qui se trouvaient déjà là. Nationaliste, exclusiviste, colonisateur, le sionisme porte à son tour les principales caractéristiques de l'universalisme politique qui ostracise le Juif européen et le pousse à s'installer en Palestine. La victime en vient à mettre en pratique le principe qui l'exclut. Mais sa faiblesse l'oblige à le faire ailleurs.

Cet ailleurs ne pouvait se situer n'importe où, contrairement à ce que Herzl s'imaginait au moment où il fonda son mouvement. Le fondateur n'ignorait pourtant pas la puissance affective du mot Palestine, mais il l'envisageait surtout d'un point de vue instrumental, en tant que levier de mobilisation. Et ce levier se révéla en effet si puissant que la majorité du mouvement en vint très tôt à interdire à son chef d'envisager toute alternative territoriale. La radicalité de l'option Palestine accrédite l'idée du lien historique, l'idée que le sionisme constitue le prolongement tout naturel du judaïsme ou, à tout le moins, de la judaïcité. Or l'affirmation sans nuance de ce fameux lien historique prête à confusion. Et cette confusion a des conséquences importantes du point de vue symbolique qui nous préoccupe ici.

Loin de venir du judaïsme en tant que tel, le sionisme surgit, nous venons de le voir, de la négation à laquelle se heurte la judaïcité, y compris là où cette judaïcité tente elle-même de s'effacer par assimilation aux principes de la modernité. On ne s'expliquerait pas, sinon, que le sionisme politique ait attendu la fin du siècle dernier pour prendre corps à l'initiative de Juifs assimilationnistes ; on ne comprendrait pas davantage que le mouvement à ses débuts et dans une moindre mesure par la suite ait suscité de vives oppositions parmi de nombreuses communautés juives pratiquantes, notamment en Europe de l'Est, ni qu'il n'ait éveillé le moindre écho auprès des Juifs du monde arabe avant que ces derniers ne souffrent des retombées de la création de l'État d'Israël et de la guerre de 1948. À vrai dire, l'idée d'un retour *politique* du peuple juif en Palestine a une origine beaucoup plus occidentale et plus précisément protestante que juive. Elle s'inscrit parfaitement dans la *Weltanschauung* hégélienne dominante selon laquelle la civilisation occidentale se situe, de par sa double filière judéo-chrétienne et gréco-romaine, dans le courant principal de l'histoire universelle et incarne l'aboutissement de la Raison en marche depuis les débuts de l'humanité ; courant et aboutissement par rapport auxquels l'islam, arrivé « trop tard », est condamné à périr ou à se conformer. Le retour du protestantisme aux textes de l'Ancien Testament va dans le même sens que cette vulgarisation grossière de la philosophie hégélienne de l'histoire : il y aurait dans l'histoire de cette région quelque chose qui nous appartiendrait, à nous héritiers occidentaux du christianisme, davantage qu'à

ses habitants actuels. Disons pour faire court que dans cette perspective occidentale, protestante, le peuple de la Bible a plus de titre que les Arabes et les musulmans à la Terre Sainte et que la reconquête à laquelle l'Occident procède par son entremise paraît pleinement justifiée. En ce sens, le sionisme réalise d'abord un vœu occidental plutôt que juïaïque.

On ne manquera pas d'invoquer le rituel *An prochain à Jérusalem* pour infirmer ce qui vient d'être dit. Mais avant la naissance du sionisme politique cette invocation spirituelle ne constitue nullement le slogan d'un programme de réappropriation territoriale visant à l'établissement d'un État juif. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la reconquête est étrangère à l'esprit du judaïsme. La conquête, certes, est le fait des Hébreux. Mais le récit juïaïque de l'épopée israélite ne vise pas à reconquérir ce qui a été *territorialement perdu*. Ce qu'il entend préserver est de l'ordre de la mémoire – mémoire menacée par la déportation des élites du royaume de Juda vers Babylone. S'il est vrai que le judaïsme naît dans et de l'exil, il en est aussi la pensée. Pensée de l'exil et pensée de la dispersion (*diaspora*) qui commence avec l'exil et qui gagnera l'ensemble du bassin méditerranéen au cours de l'ère hellénistique. Ainsi le peuple juif n'est pas tant dans la continuité génétique que spirituelle du peuple hébreu. Son souci fondamental n'est plus la terre mais la perpétuation du récit avec l'inépuisable enseignement humain et spirituel qu'il contient. Le peuple juif est le peuple du temps plutôt que le peuple d'un espace particulier. L'extraordinaire destin de ce peuple vient justement de ce qu'il est parvenu à maintenir vivantes, en actes comme en paroles, une religion, une pensée, des traditions, une appartenance commune *malgré* son éparpillement, voire grâce à ce dernier – et quoiqu'il l'ait payé très cher.

En un temps où l'identité territoriale liée à l'existence d'une structure étatique-nationale correspondante montre presque partout ses flagrantes insuffisances, la pérennité du judaïsme comme religion et comme culture fournit une riche matière à réflexion sur la minceur de nos appartenances collectives et sur la rigidité politique qui caractérise la plupart de nos réflexes identitaires. Au regard de sa propre tradition, la territorialisation du judaïsme serait un tragique contresens. Quelle perte pour l'humanité, s'il fallait que le sionisme, poussant sa logique à outrance, enferme sur un territoire, quel qu'il soit, la majorité du peuple juif et avec lui la plus grande part de la tradition juive.

Par bonheur, quarante-cinq ans après la création de l'État d'Israël, pareil exploit semble tout à fait improbable. Le rêve sioniste a des limites du simple fait qu'il ne peut espérer réunir le peuple juif dans son entier, ni même dans sa majorité. Israël ne saurait donc fournir une solution exclusivement territoriale à la question juive, qui d'européenne qu'elle était, est devenue mondiale. L'État d'Israël «réellement existant» rassemble une société plurielle et composite dans laquelle la majorité juive est elle-même très majoritairement laïque. Le judaïsme y dispose désormais d'un lieu sûr. Sûr, mais pas exclusif; pas nécessairement non plus premier en importance par la démographie ou par la

spiritualité. Du moment que *ce fait-là* est accompli, il est préférable de le considérer comme durable et positif, si difficile à accepter cela soit-il du point de vue arabe et, plus encore, du point de vue palestinien.

Cette difficile acceptation, telle est précisément l'ouverture courageuse à laquelle l'OLP de Yasser Arafat a consenti. Si l'OLP pensait avoir fait autre chose, quelque chose comme une reconnaissance provisoire ou tactique, elle se tromperait et tromperait son peuple lourdement. En contrepartie, le gouvernement israélien, en reconnaissant le peuple palestinien, a par là reconnu que le rêve sioniste ne peut continuer, ne peut, du moins, continuer à empiéter sur les droits et le territoire de l'autre ; cet autre qu'il est désormais appelé à côtoyer plutôt qu'à dominer. S'il n'avait pas réellement consenti à ce renoncement, il commettrait lui aussi une erreur lourde de conséquence. Car les Palestiniens ne peuvent accepter le fait *accompli* que si, accompli, il l'est réellement, c'est-à-dire achevé. Achèvement qui dans l'immédiat implique la fin de la colonisation en dehors des limites d'avant 1967 et à plus long terme la restitution des territoires occupés depuis cette date – conformément à ce qu'ordonne la résolution 247 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La reconnaissance qu'Israël réclame de ses voisins depuis 1949, qu'elle a reçue du gouvernement égyptien en 1977 et qu'elle vient d'obtenir formellement de la centrale palestinienne, ne deviendra vraie, ne sera véritablement acceptable par les peuples du monde arabe qu'au prix, de la part des Israéliens, d'une renonciation irréversible à la *poursuite* du rêve sioniste. Cette renonciation n'ira pas sans peine, sans tiraillements, voire sans de durs affrontements internes. À terme, en effet, elle transforme la nature de l'État, qui, de sioniste qu'il était encore tout récemment, a désormais quelque chance de devenir plus nettement « israélien ». Qu'est-ce à dire ? Il n'est évidemment pas possible de prévoir ce que sera cet État ni en quoi consistera son nouveau caractère, du moment, précisément, que nous le croyons voué à évoluer sous l'effet d'une paix dont il n'a encore jamais fait l'expérience. Disons donc que cette expérience inédite devrait permettre aux Israéliens d'assumer plus clairement leur rapport au monde.

Pour douloureux que puisse être ce réajustement, il n'est pas nécessairement négatif, y compris pour ceux qui ont engagé leur vie dans l'accomplissement du rêve sioniste. On ne quitte jamais volontiers de tels rêves. Mais le réveil peut faire voir d'autres horizons, peut-être moins exaltants à première vue, mais sûrement moins chimériques, moins destructeurs, plus exigeants et en fin de compte plus satisfaisants. La déconnexion que la fin du sionisme entraînera vraisemblablement entre le judaïsme, la judaïcité, la diaspora d'une part et l'État israélien d'autre part, risque d'avoir plusieurs conséquences heureuses. Les Juifs de la diaspora ne se sentiront plus obligés de soutenir inconditionnellement la politique d'un État définitivement soustrait à la menace d'être anéanti (peu importe ici que cette menace ait été exagérée ou non), et leur relation à Israël n'en sera que plus vraie. De leur côté, les Israéliens pourront se montrer moins intransigeants à l'égard de ceux qui

dans la diaspora désirent pouvoir prendre davantage de distance par rapport à Israël. Mais c'est surtout par rapport à l'Occident et au monde arabe que la conscience israélienne serait susceptible de prendre une orientation plus lucide et plus intéressante.

À vrai dire, la déconnexion la plus significative et la plus souhaitable, tant pour la société israélienne elle-même que pour l'avenir des relations israélo-arabes, est celle qui pourrait se produire à l'égard de ce qu'il y a d'occidental dans le sionisme lui-même. Déconnexion mentale avant tout qui aurait pour vertu de faire sauter un insupportable paradoxe : le paradoxe qui consiste en ce que le gouvernement israélien n'a cessé d'exiger le soutien sans faille des représentants de la civilisation qui a pratiqué contre les Juifs la pire exclusion qui soit. Soutien qu'Israël exigeait non sans raison, si redoutable fût-elle : au titre de la dette morale dont la conscience occidentale se sentait débitrice envers le peuple juif. Que le sionisme ait joué de ce sentiment de culpabilité, après tout, peut paraître de bonne guerre. Sauf que cette guerre, dans les faits, a été reportée contre ceux qui n'y étaient pour rien. C'est en quelque sorte par le malheur des Arabes de Palestine que l'Occident a cru pouvoir s'acquitter de sa dette. Mais c'est aussi le malheur des Israéliens que l'Occident ait cru pouvoir réparer sa faute en s'empressant d'en faire une autre ; pire, en chargeant Israël de la commettre à sa place. Le comble de l'atrocité, est que la déportation des Juifs a été payée de la déportation, vers l'Est méditerranéen, de la question juive elle-même. C'est si vrai que les Arabes se sont mis à reprendre à leur compte, voire à caricaturer un discours anti-sémite européen qui jusqu'alors n'avait pour eux aucun sens.

Aussi longtemps que le sionisme était en marche, aussi longtemps qu'il prenait appui sur l'Occident pour continuer son expansion, Israël ne pouvait que rester aveugle à ce macabre transfert. L'impitoyable lutte qu'il croyait devoir mener contre les Arabes ne lui permettait pas de voir que le refus obstiné de ces derniers s'adressait en réalité à l'Occident ; chose que les Arabes eux-mêmes, obnubilés par la proximité et la détermination de l'adversaire israélien, avaient du mal à distinguer. L'aspect le plus tragique de ce conflit, finalement, tient à ce que Arabes et Israéliens, tous deux victimes – les uns directement, les autres indirectement – de l'exclusion occidentale, ont tous deux été amenés par ceux-là mêmes qui les excluaient à se tromper d'ennemi.

La reconnaissance israélo-palestinienne qui vient de s'amorcer ne portera fruit que si les deux parties parviennent aussi à reconnaître que le conflit qui les oppose depuis des décennies ne plonge pas ses racines dans les relations judéo-musulmanes mais prend sa source, comme nous l'avons vu, dans la question juive, c'est-à-dire dans les rapports pathologiques où la chrétienté et la civilisation occidentales se sont maintenues face au judaïsme et à la judaïcité. Cette reconnaissance-là est probablement plus facile aux Palestiniens qu'aux Israéliens, mais les concessions que les premiers font aux seconds en dépit de tous les torts qu'ils ont subis sont suffisamment importantes pour que ceux-ci prennent maintenant la peine de réfléchir aux conditions dans lesquelles s'est

créé et consolidé leur État. Ce n'est qu'au prix de cette difficile lucidité que la nouvelle donne symbolique inaugurée le 13 septembre 1993 pourra prévaloir sur l'imaginaire collectif qui de part et d'autre masquait l'horizon et que la porte qui s'est ainsi entrouverte pourra ne pas se refermer.